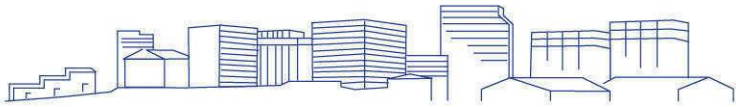


# Commune de Odenas

## Plan Local d'Urbanisme

*Modification n°4 – 2018*

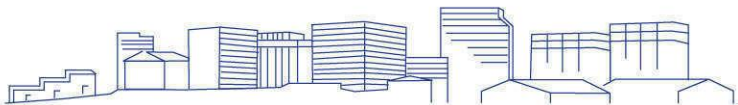




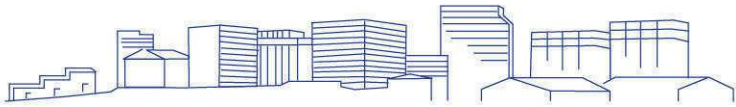
## Sommaire

2.12	Les impacts de la modification sur les surfaces des zones	21
2.13	Impact sur l'environnement .....	21

<b>1</b>	<b>PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
1.1	Profil communal.....	4
1.2	Champ d'application de la procédure de modification	5
<b>2</b>	<b>DEUXIEME PARTIE : LA MODIFICATION.....</b>	<b>6</b>
2.1	Objets de la modification.....	7
2.2	Les éléments modifiés pour l'application de la loi MACRON .....	8
2.3	Suppression des mentions du COS .....	12
2.4	Modification de l'accès à la zone Ui.....	12
2.5	Réduction de la zone Ui.....	13
2.6	Modification de la hauteur sur la zone Ui .....	13
2.7	Les éléments modifiés sur la zone At.....	14
2.8	Les éléments modifiés sur les changements de destination .....	16
2.9	Les éléments modifiés sur les OAP .....	17
2.10	La mise à jour de la liste du patrimoine protégé au titre de l'article L.123-1°7. ....	19
2.11	Evolution de l'article 11 .....	20



# **PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE**



## 1.1 Profil communal

**Superficie** : 902 hectares

**Population en 1999** : 735 habitants (source INSEE)

**Population en 2015** : 927 habitants (source INSEE)

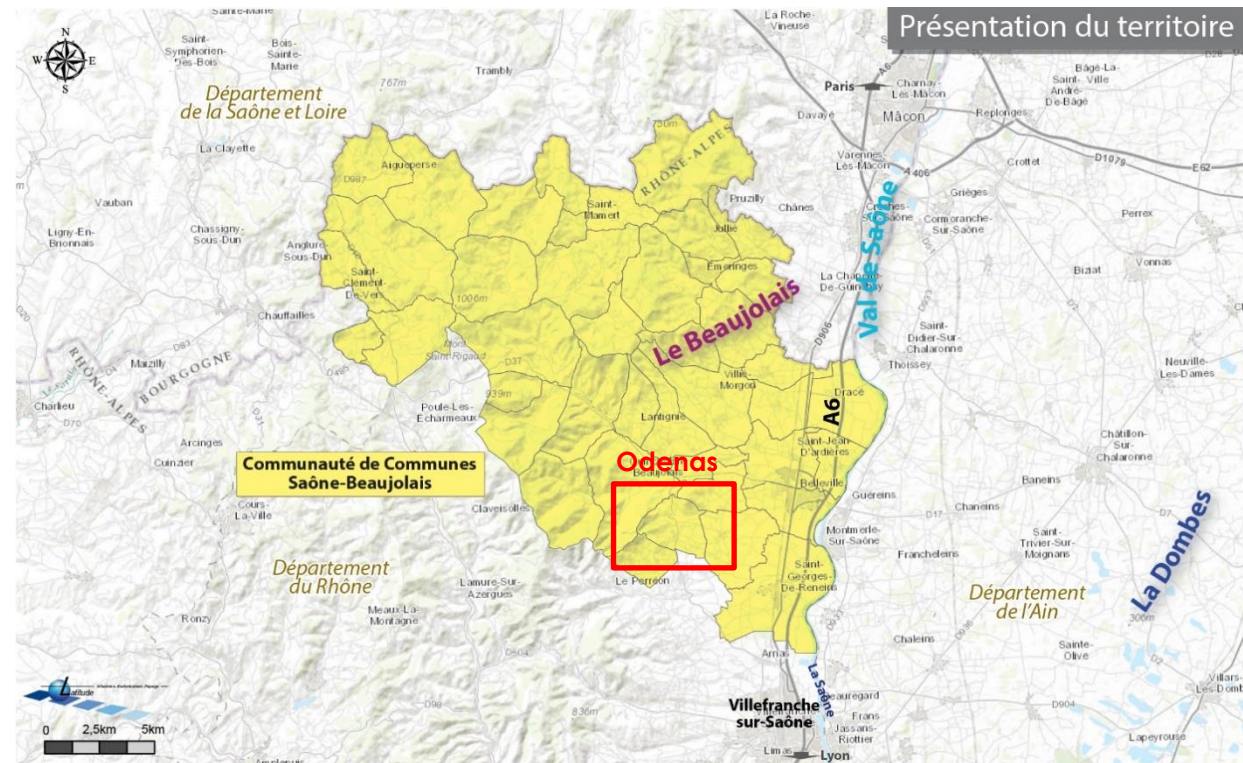
**Altitude** : 232 mètres à 622 mètres

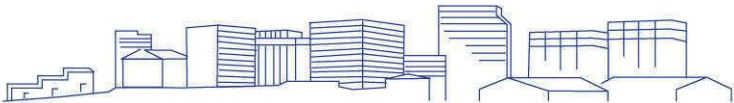
**Commune intégrée au territoire de :**

- la Communauté de Communes du Saône-Beaujolais ;
- SCOT du Beaujolais.

**Ses limites territoriales sont définies par :**

- Saint-Lager au Nord ;
- Charentay à l'Est ;
- Saint-Étienne-la-Varenne et Saint-Étienne-des-Ouilières au Sud ;





## 1.2 Champ d'application de la procédure de modification

La présente évolution du PLU relève de la procédure de droit commun.

### Rappel du champ d'application de la présente modification

#### CHAMPS D'APPLICATION (L. 153-41°)

##### 1-Révision avec examen conjoint (L.153-31)

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

##### 2-Modification de droit commun (L153-41)

Le projet de modification permet :

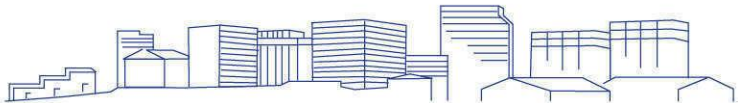
1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de constructions résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

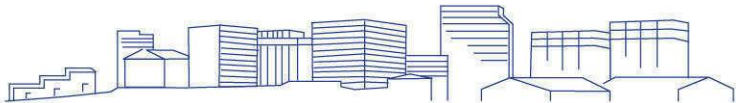
3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

##### 3- Modification simplifiée (L153-45)

En dehors des points 1 et 2, la modification simplifiée peut être utilisée.



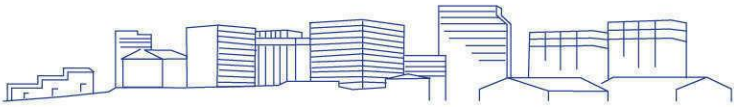
## **DEUXIEME PARTIE : LA MODIFICATION**



## **2.1 Objets de la modification**

La présente procédure de modification a plusieurs objets :

1. La modification du règlement des zones naturelles et agricoles afin de prendre en compte la « loi Macron ».
2. La mise à jour de la liste identifiant des changements de destination.
3. La création d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées en zone At afin de gérer une activité touristique. En effet, un projet de création d'une société commerciale est en cours dans le lieu-dit La Folie. Son classement actuel en zone agricole à vocation paysagère ne lui permet pas la création de cette activité.
4. La modification du phasage dans les secteurs d'orientations d'aménagement et de programmation du centre-bourg, l'ajustement à la marge des grands principes d'aménagement.
5. La mise à jour de la liste du patrimoine protégé au titre de l'article L.123-1°7.
6. La mise à jour du règlement pour intégrer la suppression par la loi du COS.
7. Des modifications de zonage et règlement par rapport à la zone Ui.
8. L'ajout de précisions à l'article 11.



## 2.2 Les éléments modifiés pour l'application de la loi **MACRON**

La CCSB a fait réaliser par les bureaux d'études AUA, Atelier du triangle et Latitude uep, un audit sur 12 communes appartenant à son territoire (Cercié, Charentay, Chénas, Corcelles-en-Beaujolais, Juliéas, Lancié, Lantignié, Marchampt, Odenas, Quincié-en-Beaujolais, Saint-Etienne-la-Varenne, Villié-Morgon).

L'objectif est d'intégrer la loi MACRON dans le règlement de ces communes afin de permettre l'évolution des constructions à usage d'habitation (extension et annexe) dans les zones A et N, qu'elles soient ou non liées à une activité agricole, tout en les conditionnant à des règles encadrées (hauteur, emprise...).

Cela conduit à un règlement harmonisé sur les articles A2 et N2 pour les 12 communes quant à la gestion des habitations.

### Rappels des articles de la « loi Macron »

#### **L151-13**

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs. Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévus à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

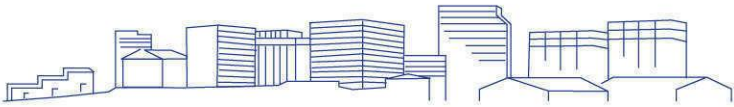
#### **L151-12**

Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.





### 2.2.1 Modification du règlement : article A2

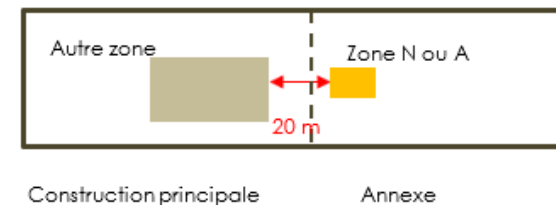
Sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol suivantes :

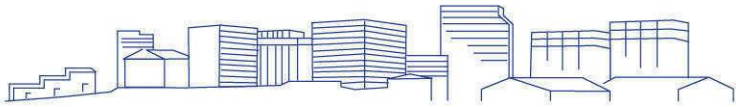
- a) Les constructions et installations nécessaires aux exploitations agricoles, qu'elles soient par nature ou par relation (ex : bâtiments d'accueil touristique, activité de transformation, vente à la ferme...).
- b) L'aménagement et l'extension des constructions à usage agricole et d'habitation, lorsqu'elles sont nécessaires à l'activité des exploitations agricoles dans toute la zone A.
- c) Les constructions à usage d'habitation nécessaires à l'activité de l'exploitation agricole, ainsi que leurs annexes (piscine, garage, abri de jardin...), ne sont admises qu'à une distance inférieure à 100 mètres des bâtiments du siège de celui-ci, nonobstant des dispositions législatives contraires.
- d) Les exploitations classées liées à l'activité agricole.
- e) Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.
- f) Les exhaussements et affouillements du sol dans la mesure où ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ou dès qu'ils sont exécutés en application des dispositions relatives aux eaux pluviales.
- g) ~~Les aménagements et rénovations des~~ Les bâtiments autorisés à changer de destination ~~pour de l'habitation~~, et repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.123-3-1 du Code de l'Urbanisme.
- h) ~~L'aménagement et la rénovation des constructions existantes, sans changement de destination quelles que soient l'emprise et la surface de plancher de la construction existante.~~
- i) Pour les constructions à usage d'habitation existantes hors constructions protégées au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de

l'urbanisme et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos (murs) et le couvert (toiture) sont encore assurés à la date de la demande et dont la surface de plancher avant travaux est supérieure à 60 m² :

- o L'extension des habitations existantes dans la limite de :
  - 250m² de surface de plancher au total (existant + extension).
  - Et de 30% de l'emprise au sol existante de l'habitation au moment de l'approbation du PLU
- Deux annexes à l'habitation maximum (hors piscines) sous réserve que l'emprise au sol au total des annexes n'excède pas 50 m². Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale, cette distance est mesurée au point le plus rapproché de l'annexe.
- Les piscines liées aux habitations existantes. Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale. Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.

Cas particulier des parcelles coupées par une limite de zonage A/N U/AU : La zone A permet l'implantation des annexes et des piscines des constructions situées dans une autre zone à condition d'être situées à moins de 20 m de la construction principale (distance mesurée au point le plus proche de l'annexe).





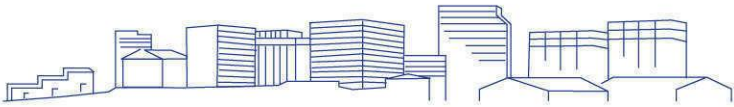
### 2.2.2 Modification du règlement : article A10

- La hauteur des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'à ~~l'égout du toit~~ au point le plus haut de la construction.
- La hauteur maximale des constructions est définie dans le tableau suivant :

Types de constructions	Hauteur
Annexes	<del>3,50 mètres à l'égout du toit</del> 4 mètres au point le plus haut de la construction
Habitations	<del>7,0 mètres à l'égout du toit</del> 9 mètres au faîtage*
Autres constructions	10 mètres à l'égout du toit

Il n'est fixé aucune hauteur pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, ainsi que pour les cuves.

\*À noter : Toutefois en cas d'aménagement ou d'extension d'une construction existante dépassant la hauteur maximale définie ci-dessus, cette hauteur peut être portée à la hauteur du faîtage du bâtiment existant.



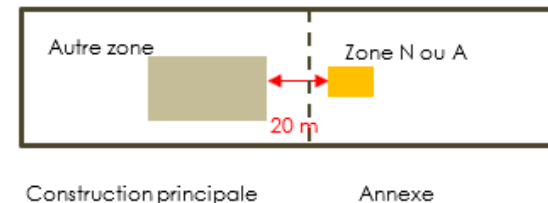
### 2.2.3 Modification du règlement : article N2

Sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol suivantes :

- L'aménagement et la rénovation des constructions existantes, sans changement de destination quelles que soient l'emprise et la surface de plancher de la construction existante.
  - Pour les constructions à usage d'habitation existantes et sous réserve qu'il s'agisse de bâtiments dont le clos (murs) et le couvert (toiture) sont encore assurés à la date de la demande et dont la surface de plancher avant travaux est supérieure à 60 m² :
    - o L'extension des habitations existantes dans la limite de :
      - 250m² de surface de plancher au total (existant + extension).
      - Et de 30% de l'emprise au sol existante de l'habitation au moment de l'approbation du PLU
  - Deux annexes à l'habitation maximum (hors piscines) sous réserve que l'emprise au sol au total des annexes n'excède pas 50 m². Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale, cette distance est mesurée au point le plus rapproché de l'annexe.
  - Les piscines liées aux habitations existantes. Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale. Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.
- ~~Les constructions à usage d'annexes ou de stationnement lorsqu'elles constituent sur le tènement considéré un complément fonctionnel à une construction existante et dans la limite totale de 60 m² d'emprise au sol.~~
- Les constructions et installations directement liées et nécessaires à l'activité des exploitations forestières et de carrières.
- ~~Le changement de destination et l'aménagement de bâtiment existant dans le cadre des volumes et aspects architecturaux initiaux.~~

- Les aménagements et rénovations des bâtiments autorisés à changer de destination et repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.123-3-1 du Code de l'Urbanisme.
- ~~L'extension de bâtiment existant dans une limite maximale de 50 m² de SURFACE DE PLANCHER après travaux en plus de l'existant à la date d'approbation du PLU.~~
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.

Cas particulier des parcelles coupées par une limite de zonage A/N U/AU : La zone A permet l'implantation des annexes et des piscines des constructions situées dans une autre zone à condition d'être situées à moins de 20 m de la construction principale (distance mesurée au point le plus proche de l'annexe).

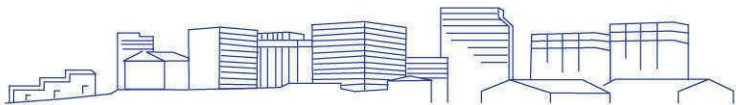


### 2.2.4 Modification du règlement : article N10

~~Non réglementé.~~

Ajout des règles suivantes :

- Les hauteurs des annexes sont limitées à 4 mètres au point le plus haut de la construction.
- Les hauteurs des habitations sont limitées à 9 mètres au faitage. Toutefois en cas d'aménagement ou d'extension d'une construction existante dépassant la hauteur maximale définie ci-dessus, cette hauteur peut être portée à la hauteur du faitage du bâtiment existant.



## 2.3 Suppression des mentions du COS

Conformément à la loi, le COS est supprimé. En conséquence, les mentions relatives au COS dans le règlement sont supprimées.

## 2.4 Modification de l'accès à la zone Ui

### Objet de la modification

L'emplacement réservé ER 7 est actuellement placé entre les parcelles 680 et 223. Or, l'orientation d'aménagement mis en place sur le site inscrit la parcelle 680 en phase 1 et la 223 en phase 2.

Pour faciliter l'urbanisation de la phase 1, il convient de déplacer l'intégralité de l'emplacement sur la parcelle 680.

De plus, le règlement n'impose actuellement pas de desserte à la zone depuis cet emplacement réservé. Le règlement doit donc être modifié pour afin de mettre en cohérence l'emplacement réservé mis en place et les orientations d'aménagement.

### Élément modifié

**Le zonage :** ER7 est déplacé de quelques mètres plus à l'Est, afin qu'il soit inscrit uniquement sur la parcelle 680.

### **L'article Ui3 « accès et voirie »**

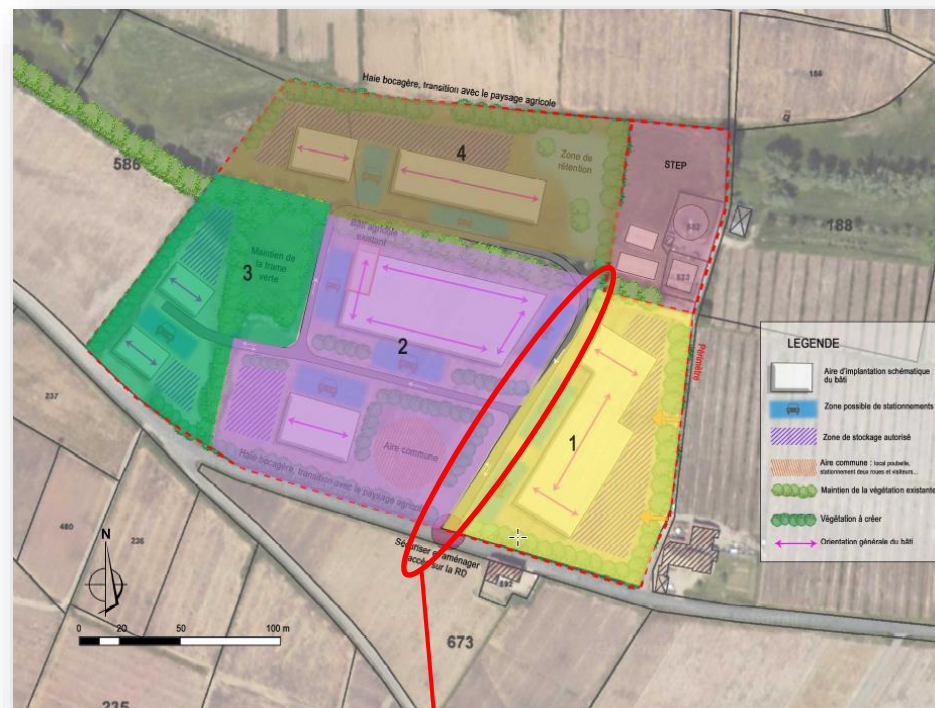
#### **1) Accès :**

- L'accès des constructions doit être assuré par une voie publique ou privée et aménagée de façon à ne pas présenter de risque pour la sécurité des usages des voies publiques ou pour celles des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée, compte tenu notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

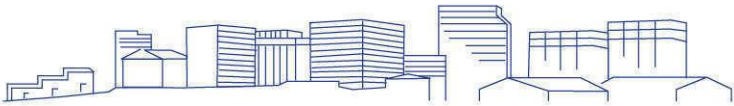
~~Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs~~

~~voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. Cette gêne sera appréciée notamment en fonction des aménagements qui pourraient être réalisés sur l'une ou l'autre voie.~~

Un seul accès est autorisé pour l'ensemble de la zone Ui à partir de la RD 62 et il se situera au niveau de l'emplacement réservé.



Localisation, avant modification de l'ER7



## 2.5 Réduction de la zone Ui

### Objet de la modification

La zone Ui est actuellement surdimensionnée au regard des besoins. La commune souhaite ré-affirmer le phasage dans le temps de cet aménagement. Pour cela, il convient de classer en zone 2AUi la phase 3 de l'OAP. Pour rappel, le secteur 2AUi est une zone de développement futur sur le long terme. Celle-ci est fermée à l'urbanisation.

### Élément modifié

Le zonage : Réduction de la zone Ui de 8146 m<sup>2</sup> au bénéfice de la zone 2AUi.

## 2.6 Modification de la hauteur sur la zone Ui

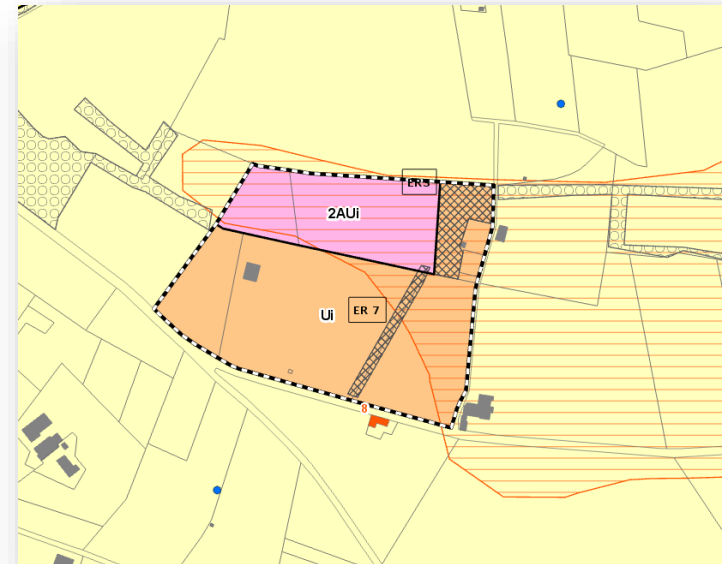
### Objet de la modification

La hauteur actuelle de 10 mètres est jugée trop importante pour une bonne insertion des constructions dans le paysage, notamment aux vues des enjeux sur la commune, avec la présence du Mont Brouilly. Elle est abaissée à 7 mètres, hauteur suffisante pour des constructions artisanales.

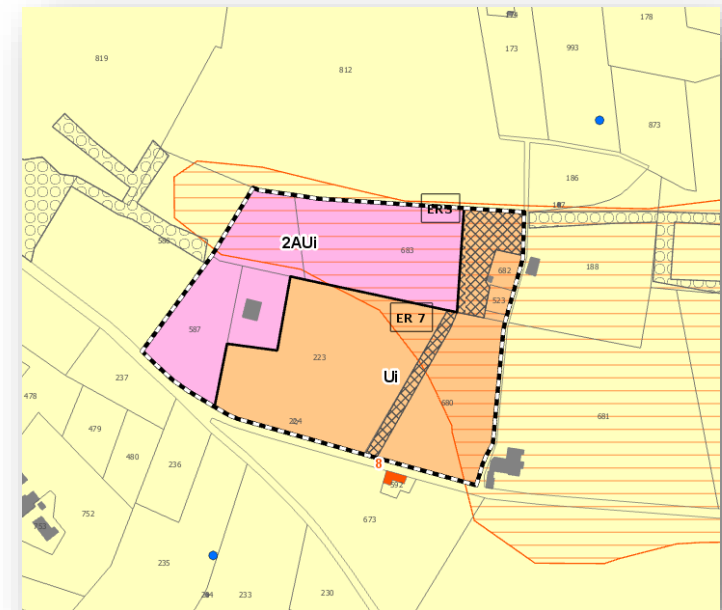
### Élément modifié

Modification du règlement : article Ui10

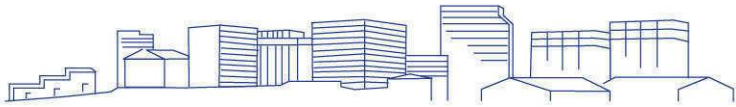
- La hauteur des constructions est mesurée à partir du point le plus bas du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'au faitage.
- La hauteur maximale des constructions est fixée à ~~10,00 mètres~~ 7,00 mètres.



Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)







## 2.7 Les éléments modifiés sur la zone At

### Objet de la modification :

Ce STECAL a été instauré sur un secteur patrimonial (bâtisse, organisée autour d'une cour). Il s'agit d'une construction de qualité avec notamment une charpente en carène de bateau et une toiture vernissée à écailles.

L'objectif et l'intérêt de ce projet est le développement de l'œnotourisme et du tourisme vert.

### Éléments modifiés :

#### 2.7.1 Modification du règlement : article A2

##### **Dans le secteur At :**

- Les extensions des constructions existantes nécessaires à la valorisation touristique, dans la limite de 80m<sup>2</sup> de surface de plancher supplémentaire et ce, pour toute la durée du PLU.
- Les annexes (hors piscines) sous réserve que l'emprise au sol au total des annexes n'excède pas 50 m<sup>2</sup>. Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale, cette distance est mesurée au point le plus rapproché de l'annexe.
- Les piscines liées aux constructions existantes. Elles doivent être implantées à moins de 20 m de la construction principale. Cette distance est mesurée au point le plus rapproché du bassin.

#### 2.7.2 Modification du document graphique : création d'un secteur At

### Objet de la modification :

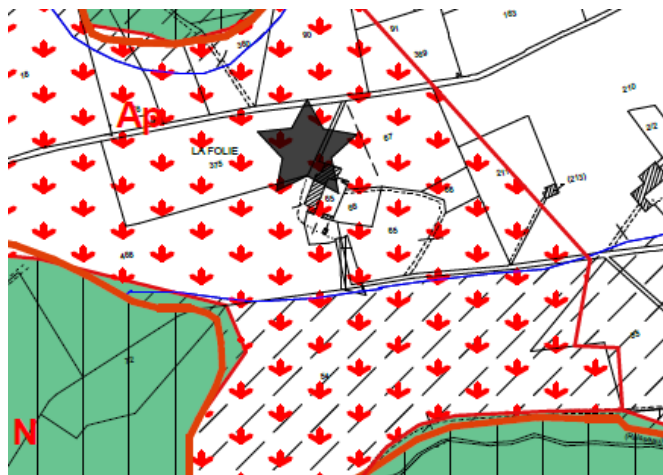
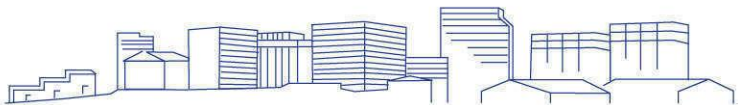
Création d'un secteur At afin de permettre la gestion d'une future activité touristique dont l'activité principale sera de la chambre d'hôtes, du gîte de groupe, des regroupements familiaux, des séminaires d'entreprises, des réunions bien-être (yoga, shiatsu...). Il s'agit donc principalement de tourisme d'agrément et d'affaire.

### Éléments modifiés :

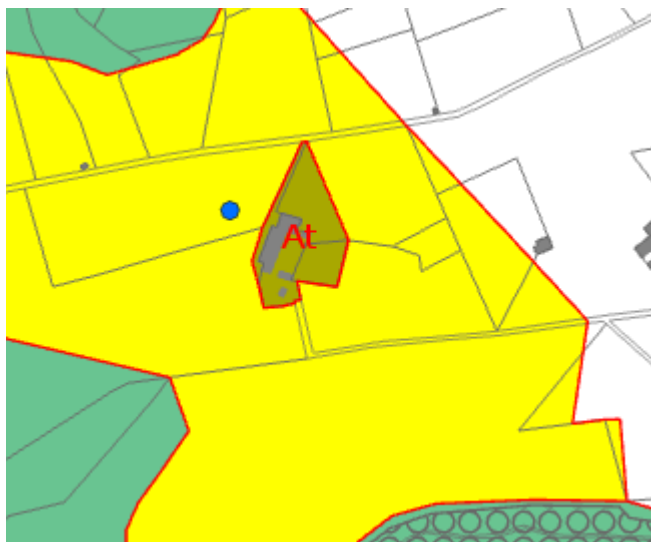
Le zonage est modifié. Un secteur Ai est créé sur une surface de 0,4 hectare sur les parcelles D0068 et D0069, ainsi qu'une partie des parcelles D0067 et D0488. La création de ce secteur se fait en lieu et place de la zone Ap.

### Localisation :





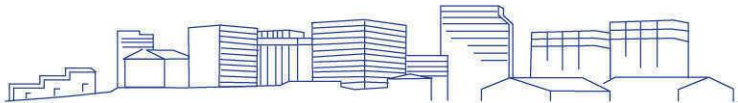
Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)



Photographies du bâtiment concerné







Illustrations possibles du projet d'extension de la construction, pour y développer une activité touristique.

## **2.8 Les éléments modifiés sur les changements de destination**

### **2.8.1 Ajout de trois nouveaux changements de destination**

Objet de la modification :

Repérage de trois nouveaux changements de destinations en zone A.

Éléments modifiés :

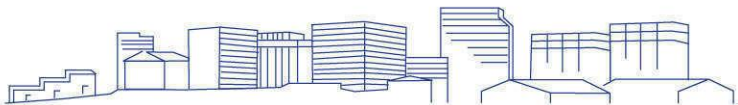
Ajout de polygones représentant les changements de destination sur les bâtiments concernés par les changements de destinations n° 12, 13 et 14

### **2.8.2 Modification du fichier des changements de destination**

Modifications apportées au document :

- Intégration des fiches concernant les changements de destination n° 12, 13 et 14.

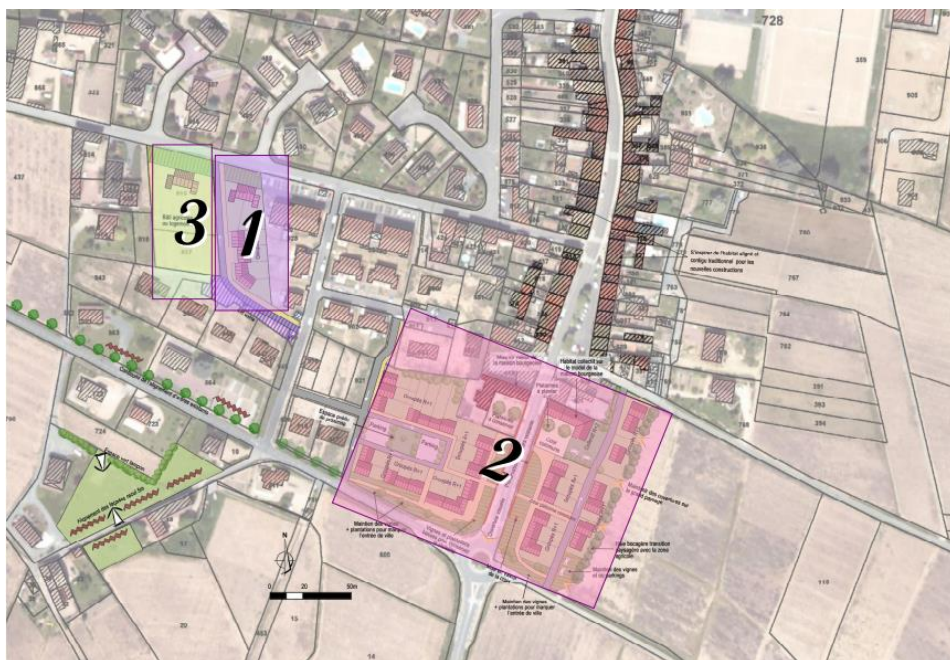




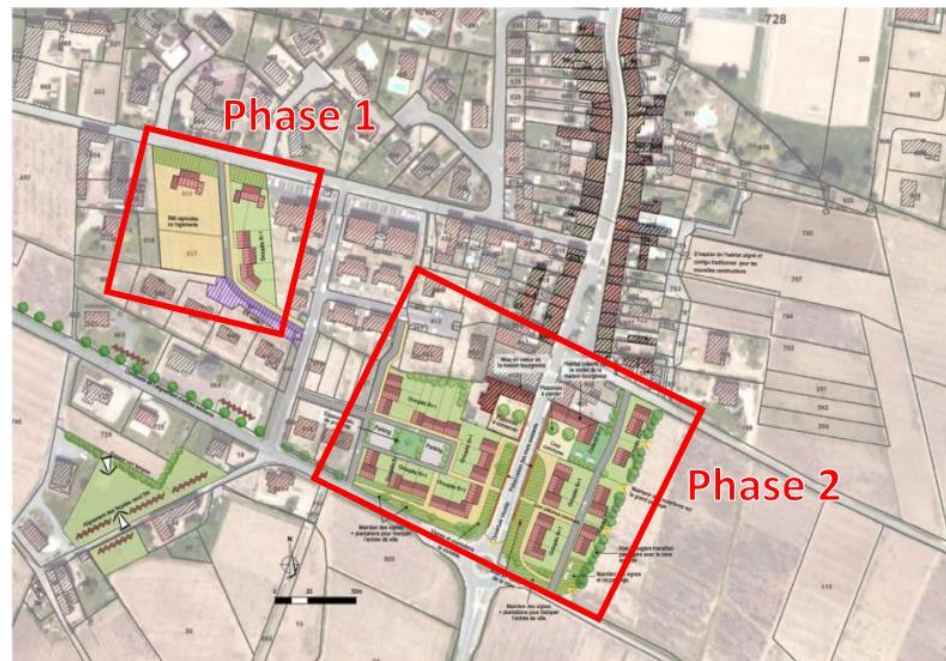
## 2.9 Les éléments modifiés sur les OAP

### 2.9.1 Modification du document des OAP

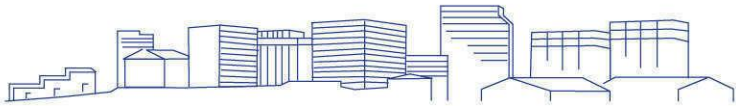
Modification du phasage de l'OAP du centre-bourg. Les phases 1 et 3 fusionnent pour devenir la phase 1. La phase 2 reste la phase 2.



Phasage avant modification



Phasage après modification



**Il est également rajouté la précision suivante, quant à la portée des schémas dans l'OAP :**

*Nota : les schémas ci-après sont des illustrations possibles, données à titre indicative. Les opérations devront s'inscrire dans ce schéma d'organisation globale et respecter le phasage proposé. L'implantation, la typologie des constructions pourront varier en fonction des projets, dans les respects des principes d'aménagement rédigés dans l'OAP.*

**Le paragraphe concernant les typologies d'habitat est complété afin d'élargir les possibilités de construction et de varier les formes urbaines :**

Typologie d'habitat : Les constructions proposées sur le site seront de typologies variées de type pavillonnaires, maisons groupés et collectifs. L'aménagement du site doit permettre d'avoir une densité proche de celle existante en centre-bourg ~~et s'éloigner de la forme urbaine créée par le pavillonnaire~~, la densité préconisée est de 12 à 15 logements par hectare à l'échelle de l'ensemble de l'opération (phase 1 et 2).

L'objectif est de construire environ 30 logements d'ici à 2015 (échéance du PLU).

~~La répartition des logements se fera comme suit :~~

- ~~— 30 % de collectifs~~
- ~~— 70 % de logements groupés.~~

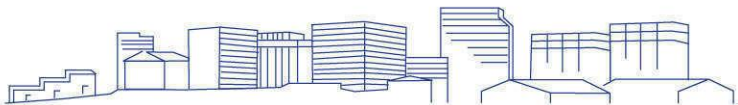
**Le schéma ci-contre est également modifié afin de valoriser l'ensemble des tènements qui constitue ce secteur de projet en centre bourg.**



Plan avant modification (ci-dessus) et plan après modification (ci-dessous)







## 2.10 La mise à jour de la liste du patrimoine protégé au titre de l'article L.123-1°7.

### Objet de la modification

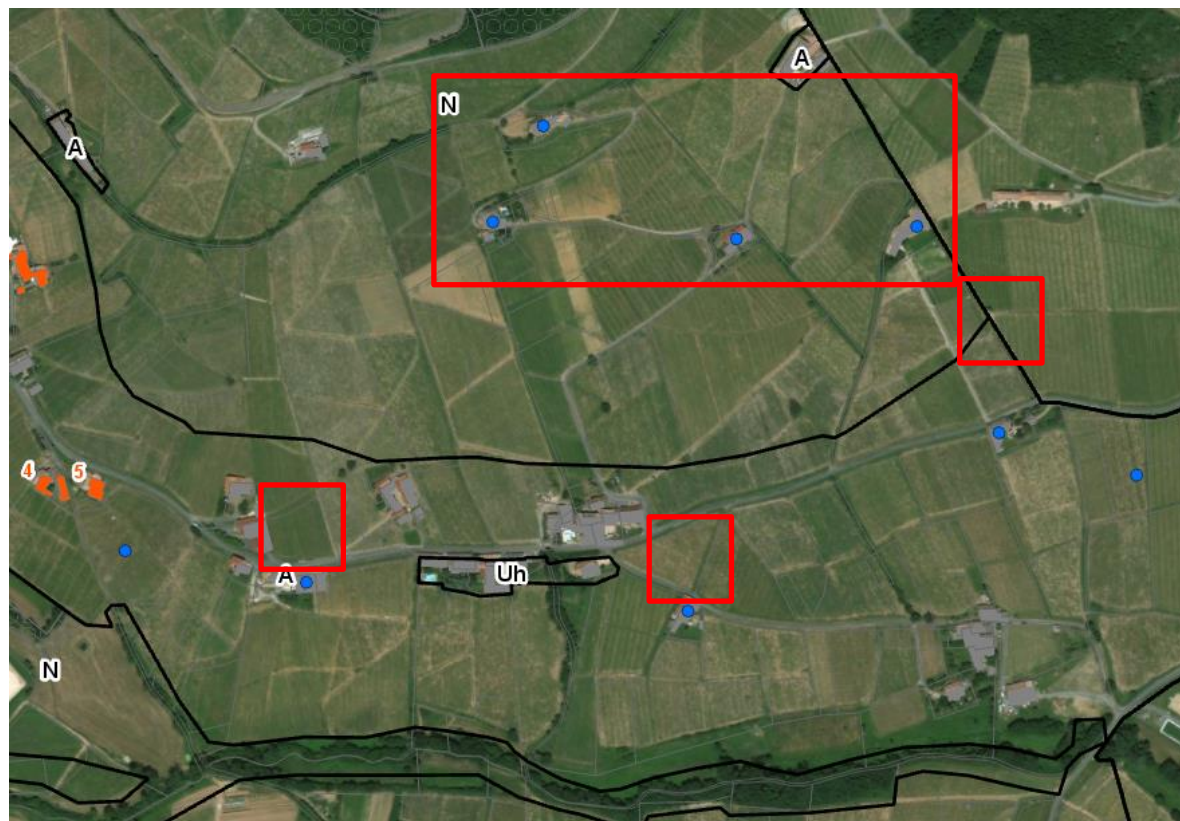
Préserver les constructions de caractère, en pierre, isolé, implanté au pied et sur le Mont Brouilly.

Leur protection permettra de limiter l'évolution de ces constructions dans leur enveloppe, préservant ainsi le paysage remarquable du Mont Brouilly

### Éléments modifiés

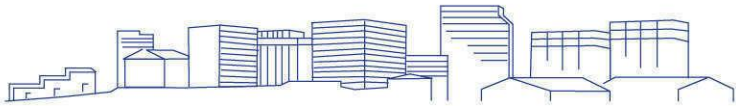
Mise en place de 7 éléments remarquables bâtis (4 en zone N et 3 en zone A).

Modification du règlement pour interdire les annexes/extension/piscine sur les bâtiments repérés au titre des éléments remarquables.



*Éléments remarquables bâtis rajoutés (ci-dessus)*

*Exemple de bâtiment protégé (ci-contre)*



## **2.11 Evolution de l'article 11**

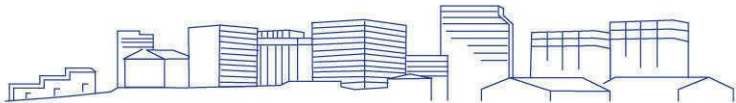
### Objet de la modification

Mieux encadrer, dans toutes les zones du PLU, l'intégration des dispositifs et matériaux écologiquement performants, de manière à préserver l'identité de la commune, que ce soit en termes d'architecture ou de paysage

Imposer le maintien des volets battants en cas de restauration, afin de préserver la qualité architecturale de la commune

### Éléments modifiés

- Les équipements liés aux énergies renouvelables (capteurs solaires, vérandas, etc...), **de même que les matériaux écologiquement performants (isolation par l'extérieur notamment)** doivent être intégrés et adaptés à la logique architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysagé. Pour les constructions de conception contemporaine, ces équipements feront partie du projet architectural global du bâtiment qui sera apprécié en tant que tel. Pour le bâti ancien, ces équipements, entre autres les capteurs solaires **et matériaux d'isolation par l'extérieur**, ne devront pas apparaître comme des éléments rapportés ou en contradiction avec l'harmonie générale du bâti et plus particulièrement des toitures. Il sera recherché une implantation non perceptible depuis l'espace public **ou depuis des cônes de vues** (par exemple toiture donnant sur cour, masquée par du bâti ou des masses végétales proches, capteurs solaires posés au sol, etc...).
- Pour toute nouvelle construction ou réhabilitation, les volets devront présenter une homogénéité de forme et d'aspect, et devront être de type battant en harmonie avec l'architecture traditionnelle. **En cas de réhabilitation d'une construction présentant des volets battants, ceux-ci seront maintenus ou remplacés.**



## 2.12 Les impacts de la modification sur les surfaces des zones

zones	Surfaces en Ha avant modification
UA	5
UB	13
UBa	3
UBb	2
Ui	4
Uh	6
UL	2
<b>Total U</b>	<b>35</b>
2AU	0,7
2AUi	1,4
<b>Total 2AU</b>	<b>2.1</b>
A	383
Ap	40,4
As	176
<b>Total A</b>	<b>599,4</b>
N	266
<b>Total N</b>	<b>266</b>
<b>Total</b>	<b>902,1</b>

Tableau des surfaces avant modification

zones	Surfaces en Ha après modification
UA	5
UB	13
UBa	3
UBb	2
<b>Ui</b>	<b>3.2</b>
Uh	6
UL	2
<b>Total U</b>	<b>34.2</b>
2AU	0,7
<b>2AUi</b>	<b>2.2</b>
<b>Total 2AU</b>	<b>2.9</b>
A	383
<b>Ap</b>	<b>40</b>
As	176
<b>At</b>	<b>0,4</b>
<b>Total A</b>	<b>599,4</b>
N	266
<b>Total N</b>	<b>266</b>
<b>Total</b>	<b>902,1</b>

Tableau des surfaces après modification

## 2.13 Impact sur l'environnement

La présente modification n'introduit aucune évolution du zonage sur des espaces agricoles et les milieux naturels.

Ainsi les zones agricoles et naturelles ne sont pas modifiées, aucune consommation foncière n'est induite par la présente modification. L'état initial de l'environnement réalisé au moment du PLU n'avait pas démontré la présence d'enjeux écologiques particuliers : ni habitat, ni espèces, ni corridors écologiques.

La présente modification du document d'urbanisme n'a pas d'impact négatif sur l'environnement.